





Les résultats 2008 de l'enquête CIAN

Prévisions de chiffre d'affaires et de résultats, intentions d'investissements des entreprises françaises travaillant en Afrique, qualités et points faibles de l'environnement des affaires sur le continent : le Baromètre CIAN, réalisé à partir d'un sondage auprès des hommes d'affaires et investisseurs français en Afrique, donne le pouls du climat des affaires en Afrique sur les 22 pays qui ont répondu à l'enquête.

Comme chaque année, notre enquête comporte deux parties :

- la première relève l'évolution des chiffres d'affaires, des résultats et des investissements des entreprises ;
 - la seconde rapporte l'appréciation par les opérateurs de leur environnement et constitue le Baromètre du CIAN.
- Nous présentons ci-après la synthèse des résultats de notre enquête avec les principales tendances qui s'en dégagent. Les appréciations par pays sont synthétisées et détaillées dans les pages qui suivent, pays par pays, complétant l'analyse de la situation économique réalisée par le Moci.

Avertissement

Cette enquête, réalisée courant 2008, ne prend pas encore en compte les effets de la crise mondiale, économique et financière, qui ne sera vraisemblablement pas sans conséquences sur les économies africaines. Les effets de cette crise ne pourront être mesurés que dans la prochaine enquête.

1 - L'ÉVOLUTION DES ENTREPRISES

En 2008, comme les années précédentes, l'évolution est positive aux deux extrémités nord et sud du continent où deux pôles de développement se détachent toujours nettement :

Les pays du Maghreb qui, au nord du continent, occupent une place privilégiée dans le réseau des liens historiques, économiques et linguistiques qui relie l'Europe à la Méditerranée. Plus des trois quarts des entreprises françaises y réalisent un chiffre d'affaires et des résultats bénéficiaires substantiels avec des investissements très significatifs, et la tendance confirme plus fortement encore ces observations dans les prévisions 2009.

L'Afrique du Sud, géant de l'Afrique subsaharienne, demeure toujours un pôle de développement important. Le chiffre d'affaires qu'y réalisent les sociétés françaises et les bénéfices qu'elles y obtiennent restent à un bon niveau, confirmé dans les perspectives 2009. Les investissements des opérateurs français connaissent également une reprise sensible.

Entre ces deux pôles, bien que la situation soit variable ou contrastée selon les pays, on peut tout de même dégager quatre grandes tendances :

- L'investissement des entreprises françaises présente un caractère un peu différent de celui de l'enquête précédente. Il est beaucoup moins atone, quoique très variable selon les

pays. Il est en hausse notable en 2008 dans un peu plus du tiers des 22 pays interrogés, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou à Madagascar. Il est stagnant ou en baisse pour les deux tiers restants. Il y a eu reprise de confiance pour certains pays (comme la Côte d'Ivoire après la crise qu'a connue ce pays), et maintien de la méfiance dans les pays à troubles (Tchad et Kenya), ou dans les pays où la gestion est perçue comme insuffisante (Guinée-Équatoriale pourtant pays pétrolier à forte croissance), ou présentant un environnement des affaires incertain (RDC). Sans oublier les pays à insécurité chronique comme le Nigeria.

- Le chiffre d'affaires réalisé est généralement bon en 2008, même si l'on observe un léger tassement d'une année sur l'autre dans la moitié des 22 pays.

- Les résultats sont tous bénéficiaires – souvent largement – et, pour à peu près la moitié d'entre eux, ils sont en hausse d'une année sur l'autre (Tunisie, Côte d'Ivoire, Bénin, Tchad, Guinée, etc.)
- Les perspectives pour l'année 2009 sont à l'optimisme dans la quasi-totalité des pays. À noter toutefois que cette enquête a été réalisée avant le dernier trimestre 2008 et la crise qui a secoué l'économie mondiale, qui pourrait avoir un impact négatif sur ces anticipations.

On observe par ailleurs qu'un pays comme la Côte d'Ivoire, qui a retrouvé la stabilité poli-

tique, semble inspirer à nouveau la confiance des opérateurs français dont les investissements ont progressé significativement et dont les résultats bénéficiaires sont en nette reprise.

Un exemple intéressant est celui de la Guinée Conakry qui, bien que toujours paralysée par ses contradictions politiques, présente aux entreprises françaises un tableau économique positif, ces dernières sont toutes en très bonne reprise, tant en matière de chiffre d'affaires que de résultats et d'investissements, tous d'ailleurs en hausse substantielle. Le potentiel minier du pays et les perspectives futures de celui-ci permettent vraisemblablement de miser sur un développement prometteur.

Parmi les pays qui offrent une situation favorable et de bonnes perspectives aux entreprises, il convient de citer, entre autres : le Ghana, où les trois indicateurs sont favorables aux opérateurs français, le Bénin, le Burkina Faso, Madagascar, la Guinée-Équatoriale (boom pétrolier), ou encore le Kenya. Des pays comme le Sénégal restent toujours une valeur sûre malgré des incidents de croissance dans les années récentes.

Enfin, il faut citer le cas de deux pays pétroliers à fort potentiel pour les entreprises mais où les opérateurs français n'obtiennent pas les résultats escomptés : le Gabon, où l'on voit stagner l'activité des entreprises en dépit du bon environnement qui y règne ; et le Nige-

ria, pourtant géant pétrolier, qui n'a pas offert en 2008 le palmarès qui devrait lui revenir, l'insécurité y jouant un rôle négatif. Les résultats de nombre d'entreprises françaises y ont fléchi, l'investissement est resté à un niveau bas, seul le chiffre d'affaires s'est raffermi. Il est vrai qu'outre son environnement peu attrayant, le Nigeria a connu des perturbations dans sa production pétrolière.

2 - LE BAROMÈTRE CIAN POUR 2008

En répondant à 38 questions, les entreprises consultées évaluent leur environnement dans chacun des 22 pays africains où les entreprises françaises implantées ont répondu à l'enquête. Le tableau Baromètre par grandes régions dans lequel la moyenne des réponses par rubrique est notée de 1 (mauvais) à 5 (très bon), reflète, à de rares exceptions, une image très moyenne et parfois médiocre de l'environnement des affaires en Afrique.

Cela dit, cet environnement n'est pas figé et, selon les pays, il y a chaque année des évolutions positives ou négatives, des progrès ou des déclin. On note toujours quelques constantes négatives comme la corruption – tous les pays, à l'exception de l'Afrique du Sud sont notés au-dessous de la moyenne –, la fraude douanière et fiscale ou les dysfonctionnements de la Justice, en particulier les jugements arbitraires, qui constituent des déficits permanents. De même, l'impact négatif du secteur informel sur le secteur écono-

mique organisé est ressenti un peu partout en Afrique. Cela étant, on relève aussi, fort heureusement, plusieurs constantes positives appréciées des opérateurs telles que la qualité des infrastructures portuaires et aéroportuaires et de leur gestion pour la majorité des pays, des télécommunications qui fonctionnent bien, un réseau bancaire partout efficient ou encore un niveau du personnel de maîtrise généralement bon.

3 - PRINCIPALES APPRÉCIATIONS SECTORIELLES

Le réseau routier est bon au Maghreb mais demeure faible en Afrique Centrale.

Le réseau ferré est satisfaisant au Maghreb mais il est faible partout ailleurs.

Les infrastructures portuaires et aéroportuaires sont bonnes en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, de même qu'en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

Le réseau aérien local est surtout bon en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

On note que les télécommunications sont satisfaisantes partout, mais d'abord au Maghreb puis en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La fraude douanière et fiscale est poussée en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

C'est en Afrique Australe,

Orientale et Océan Indien que l'administration est la plus efficace, les délais de paiement et de procédures sont les moins longs, les jugements arbitraires les moins fréquents et le droit foncier le mieux établi.

Les quatre régions étudiées disposent d'une implantation bancaire de qualité.

L'impact négatif du secteur informel se fait le plus sentir en Afrique Centrale.

Le Maghreb et l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien ont le droit du travail le plus satisfaisant.

Le niveau du personnel de maîtrise est bon pour l'ensemble des régions mais le meilleur est au Maghreb, et la formation est la plus élevée au Maghreb et en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La sécurité est jugée la plus satisfaisante au Maghreb puis en Afrique de l'Ouest.

Sauf en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien où il a baissé sensiblement, l'état de la corruption ne s'améliore malheureusement pas d'une année sur l'autre et reste à des niveaux élevés en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

Au Maghreb, il augmente légèrement mais reste à un niveau plus acceptable.

Les facteurs de production offrent le meilleur coût au Maghreb puis en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La protection de l'environ-

nement est la mieux assurée en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

4 - CONCLUSIONS

Au total, c'est le Maghreb (2,8/5) et l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien (2,7/5) qui présentent le meilleur environnement global des affaires, puis l'Afrique de l'Ouest (2,5/5), et enfin l'Afrique Centrale (2,0/5).

Ainsi, on constate que l'environnement des affaires reste en-deçà du niveau moyen de 3 sur 5. Pour autant, au prix de gros efforts de gestion, les opérateurs français continuent de mener des activités prospères aux résultats plutôt satisfaisants. On note aussi que la réticence de certaines entreprises à investir est moins marquée en 2008, la confiance renaissant dans certains pays. Ceci témoigne de l'énorme potentiel qu'offre le continent africain dans son ensemble, avec ses ressources considérables en matières premières mais aussi et surtout en hommes et en potentiel de croissance. Nos compétiteurs asiatiques, et en particulier chinois, l'ont bien compris et cela renforce la conviction du CIAN d'intensifier son action sur un continent en croissance, qui accélère sa marche vers le développement et sans doute aussi vers plus d'État de droit, même si du chemin reste encore à parcourir.

Nous tenons à remercier les entreprises qui ont consacré quelques minutes à remplir le questionnaire CIAN. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux Conseillers du commerce extérieur et aux Chambres de commerce ou Organisations d'entreprises françaises qui ont relayé notre enquête.

La répartition des réponses reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé sur nos entreprises pour les grandes régions. Les réponses se répartissent ainsi : Maghreb 155, Afrique de l'Ouest 135, Afrique Australe Orientale et Océan Indien 102, Afrique Centrale 70.